



Secrétariat général
Service Achats

**OFFICE NATIONAL D'INFORMATION SUR LES ENSEIGNEMENTS ET LES
PROFESSIONS**

**Fabrication de produits de signalétique pour diverses
opérations événementielles**

Cahier des clauses particulières
CCP n° M25-COM-07

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
ARTICLE 1 CONTEXTE GENERAL.....	3
1.1 PRESENTATION DE L'ONISEP	3
1.2 CONTEXTE DU MARCHE	3
ARTICLE 2 OBJET DU MARCHE ET MODE DE PASSATION	3
ARTICLE 3 DUREE DU MARCHE	4
ARTICLE 4 DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	4
4.1 PIECES PARTICULIERES.....	4
4.2 PIECES GENERALES	4
ARTICLE 5 DESCRIPTION DES PRESTATIONS	4
ARTICLE 6 LIEU D'EXECUTION	5
ARTICLE 7 CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE	6
7.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE	6
7.2 SUIVI DE LA PRESTATION	7
7.3 BONS DE COMMANDE	7
ARTICLE 8 VERIFICATION ET ADMISSIONS	7
ARTICLE 9 PRIX DU MARCHE.....	8
9.1 GENERALITES	8
9.2 MISE EN ŒUVRE DES REVISIONS DE PRIX.....	8
ARTICLE 10 MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE.....	8
10.1 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	8
10.2 MODE DE REGLEMENT ET DELAI DE PAIEMENT	9
ARTICLE 11 PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR	9
ARTICLE 12 ASSURANCES.....	10
ARTICLE 13 RESILIATION DU MARCHE	10
ARTICLE 14 AUTRES DISPOSITIONS	10
14.1 PERSONNES HABILITEES A FOURNIR LES RENSEIGNEMENTS PREVUS A L'ARTICLE R. 2191-59 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE	10
14.2 PERSONNES HABILITEES.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
14.3 COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS	11
14.4 LITIGES	11
14.5 TRAVAIL DISSIMULE	11
15 DEROGATIONS.....	11

ARTICLE 1 CONTEXTE GENERAL

1.1 Présentation de l'Onisep

L'Office National d'Information sur les Enseignements et les Professions (ONISEP) est un établissement public national à caractère administratif (EPA) placé sous tutelle du ministère de l'Education nationale et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

✓ Les missions de l'Onisep

L'Onisep a pour mission de mettre à disposition des informations sur les formations et les métiers, et de fournir des ressources pédagogiques, nécessaires à la construction des projets d'orientation des jeunes. Il assure trois activités complémentaires : la gestion de bases de données documentaires nationales sur les formations diplômantes et certifiantes, la production d'informations via ses supports numériques, audiovisuels et imprimés, et la création d'outils et dispositifs pédagogiques pour l'accompagnement à l'orientation.

✓ L'organisation de l'Onisep

L'Onisep fonctionne en réseau avec un siège en Ile-de-France (implanté à Lognes, Seine-et-Marne) et 17 Directions territoriales réparties sur 28 sites académiques.

1.2 Contexte du marché

Dans le cadre de salons, de congrès et autres opérations événementielles, l'Onisep aménage ses espaces avec différents supports signalétiques : affiches, panneaux, bandeaux, visuels supendus, roll-up, kakémonos.

Les prestations demandées incluent la fabrication, à partir de textes et d'éléments visuels fournis par l'Onisep, le conditionnement, le marquage éventuel et la livraison des matériels à Lognes et/ou, le cas échéant, dans une ou des directions territoriales de l'Onisep en France métropolitaine.

1.3 Allotissement

Le marché n'est pas alloti.

ARTICLE 2 OBJET DU MARCHE ET MODE DE PASSATION

Le présent marché a pour objet la fabrication de produits de signalétique pour diverses opérations événementielles.

Il s'agit d'un marché de services passé en procédure adaptée conformément aux dispositions des articles l'article R. 2123-1 du Code de la commande publique **dans la limite du seuil de 80 000 euros HT sur toute sa durée d'exécution.**

Le marché constitue un accord-cadre qui s'exécute par l'émission de bons de commande, avec un seul opérateur économique attributaire dans les conditions des articles R. 2162-1 à R.2162-6 et R. 2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique

ARTICLE 3 DUREE DU MARCHÉ

- Durée : Le marché est conclu à compter de sa date de notification pour une période initiale de 12 mois. A l'issue de cette première période d'exécution, le marché pourra être reconduit tacitement 3 fois pour des périodes successives de 12 mois, sans que sa durée totale n'excède quatre années.

En cas de non-reconduction du marché, le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera la décision de non-reconduction au titulaire dans les 3 mois précédant la date anniversaire de la notification du marché.

ARTICLE 4 DOCUMENTS CONTRACTUELS

En dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

4.1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement et son annexe financière ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- La proposition technique du titulaire.

Les documents conservés dans les archives de l'Onisep font seules foi.

4.2 Pièces générales

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS – arrêté du 31 mars 2021).

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement de l'offre.

ARTICLE 5 DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Le titulaire sera amené à réaliser les produits de signalétique listés ci-dessous.

La liste n'est pas exhaustive et d'autres types de produits pourront être commandés de manière ponctuelle en cours de marché.

-AFFICHES

Format 600 x 800 mm ; Format 800x1200 mm

Recto
Impression numérique
Encre sans solvant
Papier 200 gr
Classement non feu

- PANNEAUX

Format 600 x 800 mm ; Format 800x1200 mm

Recto
Impression UV
Classement non feu M1

- BANDEAUX SIGNALÉTIQUES

Format 600 x 250 mm recto ; Format 1937 x 320 mm recto ; Format 1937 x 320 mm recto-verso

Impression numérique
Encre sans solvant
Classement non feu M1

-VISUELS SUSPENDUS

Format 2500x1500 mm recto ; Format 2500x1500 mm recto-verso ; Format 4000x1500 mm recto ;
Format 4000x1500 mm recto-verso

Support non tissé (type drop paper)
Fourreaux haut et bas
Barres de lest
Classement non feu M1
Pose et dépose

-ROLL-UP

Format 850x2000 mm

Structure déroulante en aluminium
Impression numérique
Sur bâche Pré contrainte M1
Sac de transport inclus
Classement non feu M1

-KAKÉMONOS INTÉGRÉ DANS STRUCTURE SALON

Format 800x2365 mm

Impression numérique
Sur bâche Décolit Pré contrainte M1
Classement non feu M1

Les délais de fabrication et de livraison de chaque type de produit en fonction du nombre d'exemplaires commandés sont indiqués dans l'annexe 1 du présent Cahier des Clauses Particulières.

Le prix de l'ensemble de ces produits (pose comprise, le cas échéant) sera indiqué dans l'annexe financière jointe au Dossier de consultation des entreprises du présent marché.

La qualité des produits sera constante tout au long de l'exécution du marché, et identique à la qualité de l'échantillon proposé dans le cadre l'analyse de l'offre technique.

ARTICLE 6 LIEU D'EXECUTION

L'exécution des prestations aura lieu dans les locaux du prestataire.

ARTICLE 7 CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHÉ

7.1 Obligations du titulaire

✓ Obligation de résultat

Le titulaire est soumis à une **obligation de résultat** pour la réalisation de l'ensemble des prestations.

✓ Obligation de confidentialité

Le titulaire du marché est astreint à une obligation de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à l'Onisep, pour toutes les opérations qui lui sont confiées. Il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, ainsi qu'aucun résultat de ses travaux.

Les données contenues dans les supports et documents utilisés sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Conformément à l'article 34 de la loi informatique et libertés modifiée, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente prestation prévue au marché, l'accord préalable du maître du fichier est nécessaire ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent marché ;

A ce titre, le titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'Onisep.

L'Onisep se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.

Les obligations précitées persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, pourra autoriser l'Onisep à résilier le marché aux torts du titulaire.

✓ Clause d'achat éthique

Les produits achetés ou les fournitures utilisées dans le cadre de ce marché doivent répondre à des conditions de production satisfaisantes n'ayant pas requis l'emploi d'une main-d'œuvre, notamment en ce qui concerne le travail des enfants, dans des conditions différentes aux conventions internationalement reconnues. Ainsi, le titulaire, les co-traitants et sous-traitants éventuels s'engagent à respecter ces conventions internationalement reconnues.

✓ Livrables

Les éléments de signalétique devront être livrés dans les délais fixés dans l'annexe 1 au présent CCP.

7.2 Suivi de la prestation

Le titulaire doit désigner, en son sein, un responsable chargé de veiller à l'exécution du marché. Cette personne devra disposer d'une délégation suffisante permettant de mettre en œuvre sans délai toute mesure qui s'impose.

L'Onisep, pour sa part, informera le titulaire des interlocuteurs en charge du suivi technique de la prestation.

L'exécution des prestations pourra être contrôlée à tout moment par l'Onisep ou les personnes qu'il mandate à cet effet.

7.3 Bons de commande

Les prestations font l'objet de l'émission de bons de commande successifs valant ordres de service de démarrage des prestations, établis sur la base de l'annexe financière, notifiés au titulaire au fur et à mesure de la survenance des besoins de l'Onisep. Les commandes sont transmises par mail.

Chaque bon de commande précise la nature et la description des prestations à réaliser, les dates et les délais de fabrication et de livraison et le montant du bon de commande (Hors Taxes).

Préalablement à une commande, le titulaire peut présenter à la demande de l'Onisep, une proposition sous forme de devis. Cette disposition s'applique notamment à titre exceptionnel, pour l'exécution de prestations complémentaires qui entrent dans l'objet du marché mais qui ne sont pas précisées dans les grilles financières ; dans ce dernier cas, le bon de commande est passé sur la base du devis accepté par l'Onisep.

Pour un devis donné, le titulaire peut proposer des conditions financières différentes de celles qui figurent en annexe à l'acte d'engagement à condition que le prix qui en résulte conduise à un prix inférieur à celui du marché. Dans ces conditions, le devis mentionne expressément la mise en œuvre de cette remise exceptionnelle.

En dérogation au délai de l'article 3.7 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions du bon de commande appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'Onisep dans un délai de trois jours à compter de la réception du bon de commande.

7.3.1 Prolongation des délais

Toute difficulté concernant les délais doit être aussitôt signalée, et en tout cas impérativement avant l'expiration du délai contractuel. Une prolongation du délai d'exécution peut être alors accordée par le pouvoir adjudicateur au titulaire dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG/FCS.

7.3.2 Pénalités de retard

En dérogation aux dispositions de l'article 14.1 du CCAG/FCS, lorsque des retards dans la réalisation de la prestation sont imputables au titulaire du marché, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités d'un montant correspondant à 20 % du montant TTC de la commande par jour de retard. Les 20% sont calculés sur la valeur de la totalité des produits faisant l'objet du bon de commande.

ARTICLE 8 VERIFICATION ET ADMISSIONS

Les opérations de vérification et d'admission sont effectuées conformément aux dispositions du chapitre 30 du CCAG/FCS.

L'Onisep dispose de 15 jours pour procéder aux opérations de vérification qualitative et quantitative.

A l'issue de la période de vérification, l'Onisep dispose d'un délai de 7 jours pour notifier au titulaire

sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des prestations. Passé le délai susmentionné, la décision d'admission est réputée acquise.

ARTICLE 9 PRIX DU MARCHE

9.1 Généralités

Les prix des prestations, objet du présent marché, sont des prix unitaires révisibles.

Ils sont réputés comprendre tous les frais afférents à l'exécution des prestations :

- les charges fiscales et parafiscales ;
- l'assurance ;
- les consommables.

9.2 Mise en œuvre des révisions de prix

Pour la première année d'exécution, le marché est passé à prix fermes.

Pour les périodes suivantes, à la demande expresse du titulaire, les prix seront révisés à date anniversaire sur la base des tarifs que le titulaire applique à l'ensemble de sa clientèle affecté le cas échéant du taux de remise du marché.

La révision des prix intervient **sur initiative du titulaire 1 mois avant la date anniversaire du marché**, qui adresse à l'Onisep – service des achats – les éléments retenus pour la révision et calcule les nouveaux prix applicables.

En l'absence de réponse de l'Onisep dans le mois qui suit la demande, la décision de révision est considérée comme acquise à titre provisoire ; le cas échéant en cas d'erreur avérée dans la mise en œuvre de la révision, l'Onisep procède ultérieurement à la rectification du calcul et adresse au titulaire la nouvelle base de révision. Le titulaire procède le cas échéant, après acceptation, à la régularisation des sommes en trop perçu, ou à l'émission d'une facture complémentaire.

Les commandes notifiées avant la mise en œuvre de la révision des prix s'exécutent et feront l'objet d'une facturation aux conditions tarifaires (ou suivant le barème) en vigueur à leur date de notification.

Clause de sauvegarde :

En cas de hausse excédant de plus de 3% les conditions précédentes, l'Onisep se réserve la faculté, soit de limiter cette hausse à 3% soit de résilier la partie du marché concernée sans que le titulaire, en dérogation aux dispositions de l'article 39 du CCAG/FCS, puisse prétendre à indemnité.

ARTICLE 10 MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE

10.1 Présentation des demandes de paiements

Les factures sont établies sur la base des prix tels qu'ils figurent dans l'annexe financière à l'acte d'engagement et/ou dans le devis accepté en fonction des prestations effectivement réalisées.

Les factures et autres demandes de paiement devront obligatoirement être déposées sur la plateforme CHORUS. : <https://www.chorus-pro.gouv.fr/>

Les mentions nécessaires au dépôt sur Chorus-pro des factures sont les suivantes : N° *DE SIRET* : 180 043 028 00653, *CODE SERVICE* : SFACT, *Numéro d'engagement* (ou à défaut le destinataire de la prestation à l'identique de ce qui apparaît sur les factures).

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations suivant les règles de la TVA intracommunautaire.

Numéro d'identification de TVA intracommunautaire de l'Onisep : FR 2B 1800 430 28

Le cas échéant, le titulaire transmet à l'Onisep le nom et les coordonnées de son représentant fiscal en France.

Les documents afférents au paiement devront porter, outre les mentions légales, les indications ci-après.

➤ Mentions obligatoires d'identification :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, référence de l'inscription au répertoire du commerce ou au répertoire des métiers ;
- Le cas échéant, numéro de SIREN ou de SIRET ;

➤ Eléments concernant la prestation facturée :

- Le numéro du marché, le cas échéant la référence du bon de commande ;
- Le montant total HT des prestations facturées ;
- Les taux et les montants de TVA applicables ;
- Le cas échéant, mention des précomptes ;
- Le montant total TTC.

➤ Mentions facultatives :

- Mention claire et lisible de la domiciliation du fournisseur, dans le corps de la facture ;
- Les références de compte bancaire ou postal complet tel qu'il figure à l'acte d'engagement (code établissement, code guichet, numéro de compte, clé RIB ou RIP).

10.2 Mode de règlement et délai de paiement

Les prestations objet du marché seront rémunérées, dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique, par virement sur le compte indiqué par le titulaire dans l'acte d'engagement.

Pour procéder au paiement des sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitants de premier rang éventuel(s), l'Onisep dispose d'un délai de 30 jours maximum à compter de la date de réception des demandes de paiement, sous réserve que les prestations aient été admises.

Intérêts moratoires :

Lorsqu'il est imputable à l'Onisep, le défaut du paiement dans le délai de 30 jours fait courir, de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires calculés conformément aux règles en vigueur.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

En sus des intérêts moratoires, le retard de paiement ouvre droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

ARTICLE 11 PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci :

- les documents attestant qu'il est en règle du paiement de ses cotisations sociales (attestations datant de moins de six mois), en application des articles D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail,
- la liste des salariés étrangers, en application des articles D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail qui mentionnera, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation du travail.

Afin de simplifier et de sécuriser les démarches administratives du titulaire, les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'Onisep – service Achats, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com>

Pour ce faire, le moment venu, le titulaire se verra adresser une clé d'identification pour accéder à cette plate-forme, y déposer les documents nécessaires et suivre leurs mises à jour. L'Onisep n'acceptera donc pas d'autres modes de transmission des pièces précitées. »

Si le titulaire n'est pas en règle avec ces obligations, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article 13 du présent document.

ARTICLE 12 ASSURANCES

Dans le cadre de son activité, objet du présent marché, le titulaire atteste de sa couverture par la souscription d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée pour les dommages matériels et corporels.

Il s'engage, sur toute demande faite par les services de l'Onisep par lettre recommandée avec accusé de réception postal ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

A défaut de production dans un délai de 15 jours ouvrés (comptés à partir de la réception de la demande), le marché pourra être résilié, conformément à l'article 32 du CCAG/FCS.

ARTICLE 13 RESILIATION DU MARCHE

Qu'il y ait faute ou non du titulaire, le marché pourra être résilié suivant les dispositions du chapitre 7 du CCAG/FCS.

En cas d'inexécution par le titulaire du marché d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, ou en cas de résiliation du marché prononcé pour faute du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire, dans les conditions de l'article 45 du CCAG/FCS.

ARTICLE 14 AUTRES DISPOSITIONS

14.1 Personnes habilitées à fournir les renseignements prévus à l'article R. 2191-59 du Code de la commande publique

La Directrice générale de l'Onisep
12 mail Barthélemy-Thimonnier
CS 10450 Lognes
77437 Marne-la-Vallée cedex 2

14.2 Comptable assignataire des paiements

Monsieur l'agent comptable de l'Onisep
12 mail Barthélemy-Thimonnier
CS 10450 Lognes
77437 Marne-la-Vallée cedex 2

Dans le cadre d'un nantissement ou d'une cession de créance, l'exemplaire unique du marché devra être produit par l'établissement de crédit sollicité, entre les mains du seul comptable principal.

14.3 Litiges

Le tribunal administratif de Melun est seul compétent pour connaître d'éventuels litiges nés de l'exécution ou de l'interprétation de ce marché, conformément aux règles de compétence en la matière.

14.4 Travail dissimulé

En application de l'article L8222-6 du Code du travail, le titulaire encourt une pénalité de 5% du montant annuel HT du marché s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du travail.

Cette pénalité s'applique selon les modalités décrites à l'article L8222-6 du Code du travail.

15 DEROGATIONS

L'article 4 du CCP déroge aux dispositions de l'article 4 du CCAG/FCS sur l'ordre de priorité des pièces contractuelles.

L'article 7.3.2 du CCP déroge à l'article 14.1 du CCAG/FCS sur les pénalités de retard

L'article 7.3 du CCP déroge aux dispositions de l'article de l'article 14.1 du CCAG/FCS sur les bons de commande.